



Argentine : Construction éthique de l'humanisme

Droit de l'Homme et Dette. Deux tragédies, deux conventions à l'ONU

Par [Luis Brushtein](#)

Mondialisation.ca, 25 octobre 2015

[pagina12.com](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Économie](#), [Nations Unies](#)

L'Argentine a été protagoniste des deux faces de la question, les tragédies et les conventions. Quand le gouvernement actuel se sera retiré, il aura laissé derrière lui deux marques dans le monde grâce auxquelles on se souviendra de lui pendant longtemps. Il n'y a pas eu dans l'histoire d' autre gouvernement argentin ayant une telle projection humaniste internationale. Chaque fois que partout sur la planète on aura recours à la convention internationale contre la disparition forcée de personnes, chaque fois que la résolution de l'ONU sera citée en exemple pour la refonte de dettes souveraines et pour freiner les fonds voutours, on trouvera la marque des gouvernements kirchneristes. C'est une contribution des Argentins à partir de la douleur, mais c'est aussi un témoignage des blessures faisant partie d'un processus social, culturel et politique qui peut transformer la douleur en apport citoyen. C'est l'expérience éthique des organismes des droits de l'homme devenue consensus international. C'est la lutte des mouvements sociaux contre la crise de la dette transmuée en proposition de dépassement dans un scénario où ces expériences arrivent rarement.

L'histoire argentine a des virages où les faits tournent et tournent dans un manège qui semble infini. Les faits se répètent quand la mémoire se restreint. Les coups militaires ont fonctionné ainsi entre 1930 et 1984. Ils étaient présentés par les médias complices comme la solution à la déstabilisation créée par les mêmes militaires. Le quotidien *Crítica* a appelé au coup d'Etat contre Hipólito Yrigoyen avec un discours teinté de faux progressisme, républicanisme et quête d'éthique. Des secteurs des couches moyennes urbaines se laissent séduire comme des adolescentes vierges, à plusieurs reprises jusqu'à la fatigue. Les militaires noient les gouvernements surgis des élections et ne les laissent pas tenir ce qu'ils ont promis, ou les obligent à faire tout le contraire. La mauvaise humeur de la société est dirigée alors avec l'action des medias contre ces gouvernements. Le coup d'Etat est la solution. Le coup d'Etat vient donc, et, après un temps, ces mêmes couches moyennes se rendent compte de l'erreur et reviennent au discours enflammé de la démocratie. Le drame argentin s'est mélangé à la Guerre Froide et Washington a soutenu les dictatures militaires en Amérique Latine pendant des décennies, jusqu'à ce que tombe l'Union Soviétique et les ambassades usa-américaines ont arrêté d'encourager et de soutenir les dictatures. Il n'y a plus eu de coups d'Etat. Les forces armées qui avaient émergé des luttes indépendantistes étaient devenues des outils de domination contrôlés par une puissance étrangère. Les coups d'Etat ont cessé dans toute la région. Le manège s'est arrêté, quelque chose qui semblait impossible. Mais avant de s'arrêter, ils ont laissé des milliers de disparus et de gens assassinés et une société aux blessures profondes, partagée entre la douleur, la rage et la terreur « naturalisée » produite par tant d'années d'horreur invisible mais implicite, omniprésente et souterraine. Pendant les premières années de démocratie, ce fut une

société otage de ceux ayant profité de cette terreur. C'est pourquoi le procès des Juntas que le Président Alfonsín a fait fut si important, mais c'est aussi pourquoi ses limites ont été autant marquées.

L'autre manège qui s'est arrêté fut celui du *Fonds monétaire international* et de la dette extérieure. D'abord par la cessation de paiements obligée et après par la politique de désendettement des gouvernements kirchneristes. Des journalistes et des représentants locaux des organismes financiers internationaux ont convaincu la société, notamment ces couches moyennes si sensibles au grand discours médiatique, que les problèmes de la dette étaient résolus par davantage de dette. La folie se résoudre par plus de folie. Le discours dit que si tu n'as pas de dette, tu es isolé. Et quand la dette est grande, il faut être content parce que cela veut dire que nous ne sommes pas isolés. Personne ne dit que c'est ce que racontent les banques qui font le business. Les couches moyennes urbaines se tâtent pour embrasser la main de celui qui les ruinera et renient fermement ces populismes supposés qu'ils leur ont donné vie et nourriture : l'yrigoyenisme et le péronisme. Cette bipolarité est un trait de cette classe de couches moyennes urbaines. Bien que les politiques néolibérales les ont amenées à la ruine dans les années 90, quand ils sortent du trou ils renient celui qui leur a donné la main et préfèrent embrasser celle de celui qui les a noyées. Comme la transsexuelle qui grâce à ce gouvernement a eu un document de femme, peut se marier avec son conjoint et hériter, *mais lorsqu'on lui a demandé le nom de sa mère dans un programme de télévision, elle a dit « hélas, elle s'appelle Cristina »*. C'est l'esprit de l'esclave qui s'agenouille pour s'excuser devant le maître pour être différent.

Il y a une pensée qui traverse les personnes. La bipolarité qui caractérise ces secteurs des couches moyennes urbaines n'a pas deux idéologies mais une seule qui va d'un extrême à l'autre de cette oscillation. Les coups d'Etat sont arrivés pour pouvoir appliquer des politiques de rigueur et d'endettement et pour réprimer les classes populaires qui résistaient à ces politiques d'appauvrissement, et à ce que l'on suppose, mettaient en péril la démocratie. On a supprimé la démocratie pour la défendre.

D'un pôle à l'autre. Le même secteur qui a appuyé la dictature - comme corps social et pas tant comme individus, parce que trente ans sont déjà passés- et en démocratie s'autoproclame l'unique secteur démocratique et républicain, face à des secteurs populaires qui, oui ont résisté à la dictature et maintenant soutiennent avec une cohérence absolue le supposé populisme. Il y a beaucoup de joueurs de *casseroles* défenseurs des répresseurs, plus droite péroniste et droite du parti radical et faux progressiste qui vont vers dans les propositions néolibérales, qui bien qu'ils aient servi de plate-forme idéologique aux dictatures, s'arrogent effrontément la propriété de l'esprit démocratique et des institutions républicaines. Ces secteurs mettent toujours en avant le regard qu'il y a sur l'Argentine depuis l'extérieur. Ils sont épouvantés par la façon dont Vargas Llosa nous voit.

Aucun des gouvernements ou des forces politiques que Vargas Llosa admire, aurait proposé une convention internationale contre la disparition forcée de personnes. La convention initiée par l'Argentine et la France et validée par les Nations Unies a 45 articles qui caractérisent ce délit d'atteinte aux droits de l'homme sur toute la planète. Et encore moins, aucun d'eux n'aurait présenté la résolution en neuf points, approuvée par l'assemblée de l'ONU qui met une limite aux actions des fonds voutour et facilite la refonte de la dette souveraine.

Ce sont des apports qui ont émergé d'expériences qui furent dévastatrices pour les argentins et maintenant qui font partie de la progression de l'humanité. Il est difficile de

prendre conscience de ce passage extraordinaire de l'intime et particulier au social et national et au delà à l'international. Il y a un chemin qui s'est construit depuis le prestige éthique de l'attitude concrète des premières Mères de Place de Mai, qui se transmet à la société dans la mesure où la société génère des réponses concrètes à cette tragédie et qui ensuite a enrichi une force politique ou un gouvernement quand, à leur tour ceux-ci assument la revendication, et la transforment en politique d'État et génèrent des faits concrets.

La construction éthique de l'humanisme n'est jamais simplement déclarative, comme celle de ces faux républicains enquête d'éthique d'université et *curul* [banc, siège.] mais concrète, des risques qui sont assumés, des coûts se paient, des luttes toujours inégales se perdent et se gagnent. Il n'y a pas de construction éthique dans l'air. Ce prestige éthique qui durant ces douze années a filtré depuis les mouvements sociaux vers le gouvernement, a ouvert le chemin en Argentine afin de concrétiser ces deux apports si importants pour la communauté internationale. Si le gouvernement argentin n'avait pas démontré une attitude éthique pour assumer sa propre dette, elle n'aurait jamais obtenu les consensus qu'elle a obtenus après avoir déposé une proposition qui englobe toutes les crises de dette de la planète. Il y a eu un soutien à la Convention sur la Disparition Forcée de Personnes parce qu'il y a eu du respect pour ce qu'a été fait sur le terrain des droits de l'homme par le gouvernement et pour son attitude éthique, face aux actions abusives du juge Thomas Griesa et des fonds vautour.

Il ne suffit pas d'avoir raison ou que les propositions soient correctes. Pour générer ces consensus de masse sur une scène internationale si particulière et sensible, en plus d'avoir raison il faut gagner le respect des autres. C'est le premier gouvernement argentin qui y parvient.

Luis Brushtein

Article original en espagnol : [Página 12](#). Buenos Aires, le 17 octobre 2015.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora latinoamericana](#) par ; Estelle et Carlos Debiasi Paris, le 19 octobre 2015.

***Luis Brushtein** est journaliste et sous-directeur de Página12. Son récit, intime, met en évidence une vie signée par la disparitions forcées et de son intense travail journalistique).*

La source originale de cet article est [pagina12.com](#)

Copyright © [Luis Brushtein](#), [pagina12.com](#), 2015

Articles Par : [Luis Brushtein](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien

vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca